Chapitre extrait de l'ouvrage

AU SERVICE DES FORÊTS TROPICALES

Histoire des services forestiers français d'outre-mer 1896-1960

par Joanny GUILLARD

Ouvrage édité et mis en ligne par

AgroParisTech

Centre de Nancy
Service des Éditions
14, rue Girardet – CS 14216
F-54042 Nancy Cedex

Avec le soutien de l'Association française des Eaux et Forêts (AFEF)

© AgroParisTech, 2014

Attribution + Pas de Modification + Pas d'Utilisation Commerciale (BY ND NC) : Le titulaire des droits autorise l'utilisation de l'œuvre originale à des fins non commerciales, mais n'autorise pas la création d'œuvres dérivés.

L'autorisation d'effectuer des photocopies à usage collectif doit être obtenue auprès du Centre français d'Exploitation du droit de copie (CFC) – 20, rue des Grands-Augustins – 75006 Paris.

Avant-propos

Les services forestiers coloniaux français, leur organisation, les hommes qui, souvent dans des conditions de vie difficile, en faisaient partie, leurs actions et, par conséquent, les forêts des colonies françaises, leur gestion et leur exploitation, histoire d'une brève et intense période d'une soixantaine d'années, voilà le sens, le contenu et le projet de ce travail. Son ambition est d'en dresser un tableau aussi complet, aussi précis et véridique, mais aussi vivant que possible. Je crois utile, voire nécessaire, dans ce préambule de préciser les objectifs que je me suis assignés, les frontières que je n'ai pas souhaité franchir et présenter l'examen autocritique qui fut de permanence tout au long de la préparation et de la rédaction de cet ouvrage, entrepris dès 1989, date de fin de mes responsabilités professionnelles.

⁂

Les objectifs en sont multiples, car il est espéré que cette histoire touche différentes catégories de lecteurs, et pas seulement les anciens forestiers coloniaux survivants, qui en seront forcément des critiques attentifs et privilégiés.

Il s'agit d'abord de corriger en partie une lacune évidente, fortement soulignée par des historiens anglo-saxons. R.H. Grove écrit en 1990 [9, p. 45 – note 49 et p. 49 – note 124] : « *There is as yet no published history of the colonial forest and soil protection programmes of Africa* » et Reginald A. Cline Cole ajoute l'année suivante [6, p. 188] : « *The recent surge of interest in the twentieth century history of forest continue to neglect the history of foresters* ». La passion affichée aujourd'hui à sauver les forêts tropicales peut-elle s'affranchir d'examiner ce qui y a été souhaité, projeté et accompli dans le passé ? Il y a une demande certaine de mieux connaître ce qu'ont été les politiques et les actions forestières tropicales, et donc à une époque essentiellement coloniale.

Ceci participe d'ailleurs à une poussée de la recherche et de la connaissance de l'histoire de l'aventure coloniale de la France. En dehors des publications nombreuses de chercheurs et d'universitaires, l'histoire des mines en Afrique-Occidentale française (AOF) [12], des travaux publics en Afrique et à Madagascar (1945-1985) [4] (qui embrassent des territoires et des périodes plus restreintes que la nôtre), la collection « Autrefois l'Agronomie » [5] retraçant la vie des instituts de recherches fusionnés depuis au sein du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), la célébration du

cinquantenaire de l'Office pour la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), devenu Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (IRD), sont autant de manifestations de ce renouveau.

Cependant force est de le constater, encore de nombreux textes de chercheurs pèchent par omission, ou sont chargés de critiques, pas toujours fondées, sur les acteurs de l'aventure coloniale, facilement traités de colonialistes, textes atteints du péché d'uchronie, c'est-à-dire jugeant en fonction des connaissances et des moyens d'aujourd'hui les intentions et les actions d'avant 1960. Non, les politiques coloniales forestières n'étaient pas sans cœur et sans imagination, les agents des services forestiers n'étaient pas des négriers aux vues étroites.

Aussi ce travail vise-t-il à retracer ce que furent les tentatives, les efforts, les échecs aussi, les enthousiasmes et les déceptions de la poignée d'ingénieurs des Eaux et Forêts ayant vécu dans des pays lointains, au-delà des mers.

Comme le disait A. Aubréville, dans son discours lors de sa réception à l'Académie des sciences, alors coloniales, en 1955 [3] : « C'est (aussi) la petite histoire de mes espoirs et de mes conceptions sur cette forêt (coloniale) que je voudrais présenter en même temps que celle des forestiers coloniaux auxquels est confié le soin de veiller sur elle. »

Qu'il me soit enfin permis d'ajouter l'espoir que ce travail sera utile à nos successeurs, aux forestiers vietnamiens, cambodgiens, malgaches, africains et à tous les forestiers tropicaux, pour lutter contre les pertes d'archives et de mémoire, pour leur éviter les tentations de redécouvrir ce qui fut connu et s'engager dans les mêmes impasses que celles de leurs anciens. Une partie de la littérature actuelle sur les forêts tropicales laisse croire que, sauf peut-être en Inde, et encore, il n'y a pas eu d'efforts sérieux avant la Deuxième Guerre mondiale pour gérer les forêts de façon durable, utiliser les produits non ligneux, s'occuper des besoins en bois des populations locales et se préoccuper du rôle environnemental des forêts ; même si les moyens et les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances, j'espère apporter des preuves du contraire.

Où l'auteur essaye de bien préciser sa position

Ceci n'est pas seulement une histoire du corps des officiers-ingénieurs des Eaux et Forêts des colonies, les services forestiers, puis des eaux, forêts et chasses coloniaux ayant une épaisseur, une étendue, une complexité de natures différentes selon les pays et les époques, même si ces officiers-ingénieurs ont largement contribué à bâtir ces dimensions et leurs orientations. Il me paraît possible aujourd'hui, une quarantaine d'années après la transition en douceur vers des services forestiers nationaux qui ne sont plus « coloniaux » ou d'« outre-mer », de présenter une vision suffisamment distanciée de l'action forestière française en Asie et en Afrique. Il ne saurait pas plus s'agir de jeter le voile pudique de l'oubli sur les abus, les erreurs, que de célébrer des mérites certains. Ni censure, ni complaisance, ni sacralisation de la mémoire coloniale, ni critique anticolonialiste, c'est souhaiter qu'on ne se méprenne ni sur la nature de mes intentions, si sur la portée de cette entreprise. Il me paraît nécessaire que soient même connues les espérances, les actions et les expériences, les conditions de cette vie des services forestiers

d'outre-mer, dont l'action a fortement contribué à forger une importance partie du patrimoine biologique et culturel des États issus de la mouvance française.

Ce n'est donc pas un livre de souvenirs, de mémoires personnels, le choix fait de l'architecture, de l'écriture, du contenu lui-même en témoigne à l'évidence. Ce n'est pas non plus un ouvrage monolithique, une thèse ; il est fait appel à des points de vue aussi variés que possible, avec référence à leurs auteurs et aux dates auxquelles ils ont été émis, ce qui a une grande importance car il faut tenir compte de l'état des connaissances et des opinions de l'époque.

En exergue de leur ouvrage de 1923, Zon et Sparhawk [23], qui furent parmi les premiers géographes forestiers mondiaux, ont inscrit : « Je ne propose rien, je ne suppose rien, j'expose. » Il ne s'agit pas de démontrer, mais de montrer à la fois l'outil progressivement forgé par les forestiers, le cadre dans lequel il a été utilisé et les traces de ce qui fut accompli. La foresterie est à la fois un art (on a de plus en plus tendance à dire un ensemble de sciences et de techniques) et, au sens abstrait, une institution qui traite des relations entre individus et ressources, entre individus et collectivités, eu égard à l'utilisation du sol afin d'assurer la fourniture continue par les forêts de biens et services à l'humanité [13]. Mais l'écart peut être grand entre la théorie de l'institution et son existence réelle, et comme le dit J. Vanzina [21, p. 33] : « *There are two faces, the petrified image of continuity and the mobile face of evolution*. »

Dans cette histoire de la foresterie coloniale, tentative de synthèse comparative entre des situations contrastées à des époques différentes (de la Cochinchine en 1896 au Tchad en 1949, par exemple), il ne s'agit donc pas de juger, d'expliquer [22] (« L'histoire n'explique pas : elle explicite »), mais de chercher à présenter les actions et les pensées des forestiers coloniaux. Cette synthèse sera donc illustrée par de nombreuses citations, des extraits de rapports, appuyée par d'aussi abondantes données accessibles que possible ; elle est, nous le souhaitons, provisoire, et peut fournir des bases de départ à de nombreux chercheurs. On peut espérer que les forestiers, comme les défenseurs des forêts, et comme les historiens, y trouveront une masse d'informations, de renseignements, qui autrement sont le plus souvent dispersés et non reliés entre eux. Et ainsi à la croisée de l'expression horizontale de l'apport de données, du visible et de l'analyse verticale du fonctionnement et de l'évolution sans « historicisation », ils trouveront matière à interrogation, à réflexion, et aussi source de fructueuses recherches.

Les services forestiers français, dans le contexte colonial, n'ont travaillé qu'une cinquantaine d'années en Indochine (1896-1950), un peu moins de 40 ans en Afrique continentale (1925-1960) ; autant de temps nous sépare aujourd'hui des indépendances et de la fin du corps forestier colonial. Si cet ouvrage ne veut pas prendre parti, il souhaite prendre date, la phase de décolonisation étant aujourd'hui achevée.

Ingénieur agronome et ingénieur des Eaux et Forêts (Nancy, 1948) [1], j'ai servi au Cameroun de 1949 à 1957, puis, au cours de très nombreuses missions, j'ai eu

1. Après la première mention du nom d'un officier-ingénieur des Eaux et Forêts d'outre-mer, sera souvent indiquée l'année de sa sortie de l'École nationale des Eaux et Forêts de Nancy ; ceci permettra, compte tenu de la durée du stage de spécialisation tropicale et des délais d'affectation outre-mer (entre 6 et 9 mois), d'estimer la longueur de son expérience de terrain.

l'occasion jusqu'en 1981 de voir de près, sur le terrain, les situations et les actions forestières dans de nombreux pays tropicaux, et en particulier ceux de l'Afrique continentale, francophone ou non. Hélas, je n'ai encore visité ni l'ex-Indochine, ni Madagascar. Cet ouvrage n'est donc pas le travail d'un « historien au cursus universitaire "normalisé" » [14, p. 89].

Ayant été pendant quelques années acteur, puis témoin, l'objet de ce travail, entrepris par choix délibéré, est loin de m'être indifférent, je n'ai peut-être pas toujours su établir la distance d'examen nécessaire. En tentant de faire voir les choses aussi de l'intérieur, ai-je pu conserver ce « regard éloigné » [19] ou encore, comme le dit le même auteur, faire « le choix […] entre une histoire qui apprend plus et explique moins et une histoire qui explique plus et qui apprend moins » [20, p. 312]. Aussi grande que soit ma volonté de rigueur, ce travail est bien entendu librement personnel, et j'espère y faire preuve de la meilleure subjectivité mais « *History is by nature and necessity selective and "perspectivist" in the sense, that a stand point must be chosen from which to direct the spotlight towards the past* » [18, p. 268], selon l'expression : « Aussi longtemps que les lions n'auront pas leur historien, les récits de chasse tourneront à la gloire du chasseur. » [8, p. 289] Aussi les historiens y décèleront bien des défauts de méthode, de technique, des faiblesses d'analyse, voire une incapacité à théoriser ; les forestiers ex-coloniaux y trouveront bien des lacunes, des erreurs dans les faits, dans les dates ; les lecteurs qui s'intéressent aux forêts tropicales ou à l'histoire coloniale critiqueront certains aperçus ou développements, voire certaines références. J'ai cherché à rendre le sujet aussi clair et intéressant que possible pour le public très divers susceptible d'être intéressé, quitte à redoubler certains points, à exposer sans déformer, en particulier à y faire vivre, revivre les hommes qui ont servi la « cause forestière » dans les colonies françaises.

Il s'agit donc de fragments d'histoire des hommes, des institutions et des forêts tropicales, l'interprétation d'une compilation d'écrits et de témoignages provenant d'auteurs variés, de lieux divers et d'époques différentes. Si cette histoire s'efforce d'être comparative, c'est plus dans une optique de travail que comme un état abouti ; la foresterie coloniale ne peut être traitée de « conservatrice » dans ses doctrines et ses acteurs, au contraire elle a été au cours de sa brève existence en constante évolution, adaptation permanente à la prévision des besoins des hommes et des changements techniques et institutionnels.

Comme dit Claude-Hélène Perrot : « À nouvel objet, de nouvelles sources, nouvelles méthodes » [16, p. 165] ; on trouvera donc ci-après, étroitement combinés, des aperçus sur l'histoire des organisations, sur celle des hommes qui y ont participé, des vues sur l'histoire des techniques (forestières). Pour démarquer Lapeyssonie [10, p. 8], « c'est l'ensemble des procédures techniques associées aux actions administratives correspondantes qui ont donné à l'exercice » de la foresterie aux colonies un caractère bien particulier. Ajoutons-y l'histoire des hommes et celle des idées qu'ils ont défendues (ou combattues), car « cette forme d'histoire est indispensable pour corriger l'érosion du temps […] par retour aux sources originales. L'histoire des idées a donc pour vocation, non pas de relativiser les concepts, mais de les recontextualiser en les inscrivant dans leur problématique d'appellation d'origine » [11, p. 102].

Par conséquent, dans une approche à multiples facettes, qui conduit à aborder les problèmes les plus divers, donc d'importance variable[2], on trouvera des aperçus sur l'histoire des forêts, mais aussi sur l'histoire économique, politique et sociale des colonies françaises, même si ce n'en sont que quelques aspects particuliers. Le découpage thématique, ainsi que la longueur du temps de rédaction, ont entraîné quelques redites, dont le lecteur est prié de m'excuser.

L'ambition était grande sur un sujet encore peu abordé :

a) associer chronologie, comparatisme et diversité (*cf.* [2, p. 6]) ;

b) juxtaposer analyse synchronique ou en termes de systèmes et analyse diachronique en termes d'évolution (*cf.* [1, p. 16]) ;

c) traiter des arbres, des bois, du gibier, du poisson…, des ingénieurs des Eaux et Forêts et de leurs interlocuteurs : collaborateurs, populations rurales, administrateurs, exploitants forestiers…, alors que les moyens étaient limités. Ce travail n'atteindra ses objectifs que si, d'une part, il suscite les critiques et si, d'autre part, il contribue à inciter des chercheurs plus qualifiés à approfondir certaines des questions évoquées.

Certains auteurs ont écrit que la partie « remerciements » était la plus délicate à rédiger. Je ne le ressens pas ainsi car c'est l'occasion d'un témoignage direct de reconnaissance.

Tout d'abord je dois témoigner de la richesse des bibliothèques et fonds documentaires qui m'ont offert un large accès : Centre des archives d'outre-mer (Aix-en-Provence), Centre de recherches africaines (9, rue Malher, Paris 4e), Académie des sciences d'outre-mer (15, rue Lapérouse, Paris 16e), Centre technique forestier tropical (CTFT devenu CIRAD Forêt, Montpellier), bibliothèque historique du CIRAD (Nogent-sur-Marne), centre de documentation forestière d'AgroParisTech (ex-École nationale des Eaux et Forêts, Nancy), etc. Tout particulièrement il m'est agréable de remercier de leur efficacité et de leur dévouement Madame N. Tranminh à Nogent-sur-Marne et Mademoiselle Marie-Jeanne Lionnet à Nancy.

J'avais souhaité au départ que ce travail fût œuvre collective, rédigée par les anciens du corps des Eaux et Forêts d'outre-mer encore vivants. Si ce vœu n'a pas abouti, et si, de toutes façons, il eût été difficile de coordonner des témoignages oraux fondés sur des mémoires trop ancrées dans le passé pour permettre des remises en cause, de nombreux camarades ingénieurs et contrôleurs m'ont apporté une aide précieuse sous forme de commentaires, de documents non publiés, etc., et j'ai pillé sans scrupules les articles qu'ils ont publiés et les rapports qu'ils ont signés et/ou écrits ; trop nombreux pour être tous cités sans fâcheuse omission, qu'ils en soient publiquement remerciés.

Je me permettrai d'y associer Gaston Grandclément (Nancy, 1932) qui fut mon premier « patron » au Cameroun et l'ami René Letouzey (Nancy, 1942) ; les conseils de ces deux disparus ont fortement contribué à ma formation forestière tropicale. « Plus l'objet de l'histoire est proche de l'historien dans le temps, plus abondent les traces écrites encore inexplorées et les témoins survivants pas encore

2. Certains des chapitres qui suivent sont nettement plus développés que d'autres, en apparence plus importants. Leur thème m'a semblé soit moins exploré, soit plus porteur d'idées et de comparaisons.

interrogés ; plus, par conséquent, dure le travail de préparation. » [17, p. 96] Plus, donc, je dois remercier de son aide, de sa patience, mon épouse qui eut à supporter pendant ces vingt dernières années un « bénédictin séculier ».

J'ai toujours pensé qu'il est souhaitable qu'une fois à la retraite, les personnes qui ont eu des responsabilités en portent témoignage au profit de leurs successeurs. Mais je n'envisageais pas que ceci m'emmènerait si loin et si longtemps…

Bien entendu, selon les formules d'usage, les imperfections, les lacunes, les erreurs sont de ma seule responsabilité. Les fautes matérielles sont inadmissibles, mais hélas, inévitables. D'autre part, c'est un défi d'exposer de façon claire, d'écrire de manière à être facilement accessible à un public de compétences et de cultures diverses ; certains seront découragés par des vues spécifiques, des termes techniques, d'autres n'y verront que des banalités…

Je terminerai par deux citations :

– l'une de Georgette Elgey [7, pp. 12-14] qui traduit bien mon état d'esprit : « Je sais bien que mon regard n'est pas neutre. Il essaye d'être honnête. […] Plus j'avance dans la connaissance de la période, plus le livre m'échappe, plus mes lacunes m'apparaissent grandes, plus la peur m'envahit à l'idée des fautes que contient ce travail. Mais il est un moment où il faut savoir accepter les imperfections de son ouvrage et écrire le mot "Fin" » ;

– l'autre date de 200 ans, éditorial du premier numéro du *Journal des Ingénieurs des Mines*, approuvé par le Comité de salut public le 1er vendémiaire an III (22 septembre 1794) (cité par [15]) : « Nous suivrons l'humble sentier de l'observation. Nous conclurons peu. Nous douterons souvent et nous nous défierons du ton d'assurance qu'il est si facile de prendre et si dangereux d'écouter. »

BIBLIOGRAPHIE

1. AMSELLE (J.L.), 1977. – Les négociants de la savane – Histoire et organisation sociale des Konoko (Mali). – Paris : Anthropos. – 292 p.
2. ALMEIDA-TOPOR (H. d'), 1993. – L'Afrique au XXe siècle. – Paris : A. Colin. – 363 p. (Collection U. Histoire contemporaine).
3. AUBRÉVILLE (A.), 1955. – Discours de réponse lors de sa réception à l'Académie des sciences coloniales – Séance du 30 mai 1955. – *CR mensuels, Académie des sciences coloniales* XV, tome I, pp. 310-329.
4. BOURDILLON (J., dir.), 1991. – Les travaux publics français en Afrique subsaharienne et à Madagascar – 1945-1985. – Paris : L'Harmattan. – 384 p.
5. CIRAD. – Collection Autrefois l'Agronomie. – Paris : CIRAD. – ISSN : 1248-5683.
6. CLINE-COLE (R.A.), 1991. – The history of fuel wood and afforestation in Africa. – *Forest and Conservation History*, 35/4, oct. 1981, p. 188.
7. ELGEY (Georgette), 1992. – La République des Tourments – tome I. – Paris : Fayard. – 674 p.
8. FOTTORINO (E.), GUILLAUMIN (Ch.), ORSENNA (E.), 1992. – Besoin d'Afrique. – Paris : Fayard. – 348 p.
9. GROVE (Richard H.), 1990. – Colonial conservation, ecological hegemony and popular resistance: towards a global synthesis, pp. 15-50. *In* : MACKENZIE (John M., ed.) – Imperialism and the natural world. – Manchester University Press UK. – VIII + 216 p.
10. LAPEYSSONIE (Léon), 1988. – La Médecine coloniale. – Paris : Seghers. – 310 p.
11. LAZLO (Pierre), 1996. – L'Espace temps – Analyse de Auffray (J.P.). – *Pour la Science*, n° 230, p. 102.

12. LEGOUX (P.), MARELLE (A.), 1991. – Les mines et la recherche minière en Afrique-Occidentale française. – Paris : L'Harmattan. – 363 p. (Histoire et témoignages).
13. LESLIE (D.J.), 1980. – The need for an institutional structure – Paper of the 11th Commonwealth forestry conference, third plenary session – Technical Committees. 1. Forest policy – Subhead 2 : The resources needed to implement forest policy. a. Institutional structures for the implementation of forest policy. — *Commonwealth forestry review*, 59 (4), 182, pp. 450-451.
14. MICHEL (Marc), 1997. – Défense et illustration de l'historiographie française de l'Afrique noire (Circa 1960 – circa 1995). – *Revue française d'Histoire d'outre-mer*, tome 84, n° 314, pp. 83-92.
15. *Le Moniteur des Travaux Publics*. – 17 novembre 1973, p. 64.
16. PERROT (Claude-Hélène), 1989. – Compte rendu de thèses récentes. – *Cahiers du CRA*, n° 7, pp. 165-168.
17. REVEL (Jean-François), 1997. – Mémoires – Le voleur dans la maison vide. – Paris : Plon. – 651 p.
18. SIMENSEN (Jarle), 1990. – Value-orientations in historical research and writing : the colonial period in African story. – *History in Africa*, vol. 17, pp. 267-282.
19. LÉVI-STRAUSS (Claude), 1983. – Le Regard éloigné. – Paris : Plon. – 398 p.
20. LÉVI-STRAUSS (Claude), 1962. – La Pensée sauvage. – Paris : Plon. – 389 p.
21. VANZINA (J.), 1990. – Paths in the rain forest – toward a history of political tradition in Equatorial Africa. – London : James Currey. – XX-428 p.
22. VEYNE (Paul), 1984. – La Fin de vingt-cinq siècles de métaphysique. – *Le Monde*, 27 juin 1984, p. 11.
23. ZON (R.), SPARHAWK (W.N.), 1923. – Forest ressources of the world. – Ed. Mc Graw Hill. – 2 tomes : XIV-493 p. ; VI-502 p.